



## Optimiser l'acquisition des ressources Les préconisations de BSN 1

Au sein de la Bibliothèque scientifique numérique (BSN), le segment BSN 1 est dédié à la problématique de l'acquisition des ressources documentaires électroniques. Le groupe de travail, piloté par Grégory Colcanap et Raymond Bérard, est composé de professionnels de la documentation issus d'établissements membres du consortium Couperin, des établissements publics scientifiques et techniques, des associations professionnelles (ADBU et AURA), de la Bibliothèque nationale de France et de la Mission de l'Information scientifique et technique et du Réseau documentaire (MISTRD). L'objectif de BSN 1 est de produire des recommandations pour favoriser l'émergence d'un dispositif optimisé d'acquisition des ressources et d'en concevoir les mécanismes de pilotage. À l'issue de la phase de réflexion devrait succéder une phase de mise en œuvre opérationnelle. Ces préconisations ont été soumises au comité de pilotage BSN pour validation.

### ● Faire un état des lieux pour établir un diagnostic partagé

Le groupe de travail a procédé à un premier état des lieux en examinant les pratiques actuelles des acteurs et en identifiant un certain nombre de difficultés. Plusieurs constats : nous ne disposons pas d'une visibilité précise des ressources disponibles à l'échelle du pays, les politiques d'achats ne sont pas suffisamment optimisées, notamment pour des populations desservies par plusieurs institutions, les achats groupés ne sont pas suffisamment développés.

### ● Promouvoir un dispositif de coordination des acquisitions entre les acteurs

Une des priorités est de mettre en place un dispositif de coordination des acquisitions entre les acteurs afin d'optimiser les achats. Le champ est déjà en grande partie structuré, il est souhaitable que la couverture devienne pleinement nationale et se dote d'un véritable système d'information afin de cartographier les ressources acquises, de caractériser et quantifier les populations à desservir pour construire une stratégie commune d'achat.

### ● Renforcer la mutualisation des achats

Les gains de la mutualisation sont admis de tous, une étude en cours de l'Inspection générale des bibliothèques en livrera prochainement une analyse, mais les dispositifs administratifs tels que les groupements de commandes sont actuellement insuffisamment mis en œuvre. Afin de les favoriser, il convient notamment de donner les moyens à l'ABES pour qu'elle puisse renforcer cette mission de portage.

### ● Concevoir un modèle partagé de répartition des coûts

Les modèles commerciaux des éditeurs reposent souvent sur des critères discutables qui créent de fortes disparités tarifaires entre les établissements. Une répartition interne des coûts au sein des groupements de commandes doit être envisagée pour certaines ressources. BSN 1 a pour objet de proposer ces modèles de répartition en identifiant les paramètres à utiliser et espère arriver à des principes de répartition admis de tous.

### ● Instruire la sélection des ressources à acquérir en licence nationale

BSN 1, qui existait auparavant sous la forme – un peu différente – du comité technique du dispositif national d'acquisition des ressources électroniques, a aussi engagé une réflexion sur les acquisitions à réaliser dans le cadre des **licences nationales**. La mise en place de la plateforme ISTEEX va modifier ce rôle, puisque ce projet sera doté de son propre dispositif opérationnel. Mais il est indispensable que la démarche d'acquisition de ressources documentaires rétrospectives soit très fortement associée à celle des acquisitions courantes ; il ne s'agit pas de deux politiques d'achat de ressources mais de deux types de ressources devant être pleinement articulées au sein d'une même politique, d'une seule stratégie.

Il nous semble essentiel que les opérateurs de terrain, que sont les bibliothèques et les services de documentation, demeurent les acteurs principaux des dispositifs qui verront le jour. Le lien étroit avec les communautés de recherche et avec les utilisateurs est primordial et légitime l'action des services de documentation.

Nous considérons aussi que la communication en direction des établissements est un impératif ; elle a été très insuffisante jusqu'à aujourd'hui. La phase de démarrage, qui se termine, doit absolument laisser la place à une grande transparence.

Grégory Colcanap  
Coordonnateur du bureau professionnel de Couperin  
[gregory.colcanap@univ-evry.fr](mailto:gregory.colcanap@univ-evry.fr)